

Initiatives ministérielles

organisé sur une base actuarielle saine, et c'est ce que nous devrions envisager pour résoudre le problème.

Regardons la SV. C'est un régime universel qui verse une pension à tout le monde sauf aux plus riches. Les prestations sont de 4 547 \$ par personne, mais elles sont récupérées à raison de 15 cents par dollar de revenu au-dessus de 53 000 \$. Son coût annuel est de 14,4 milliards.

Il y a aussi le supplément de revenu garanti pour les personnes qui en ont vraiment besoin. Ce programme doit être conservé et les réductions doivent être effectuées dans d'autres parties du budget qui ne toucheraient pas le supplément de revenu garanti pour les personnes âgées. Il faut que la subvention de 4,3 milliards pour ce programme soit protégée et garantie, car il profite à ceux qui en ont vraiment besoin. Non seulement ils ont besoin de la SV, mais ils ont aussi besoin du SRG.

Ce que nous pourrions faire, c'est de combiner la SV et le RPC. Ainsi serions-nous sûrs qu'il resterait quelque chose aux personnes âgées qui ont vraiment besoin d'un supplément à leur pension. Grâce au SRG, leur revenu est porté au niveau que l'on considère comme le strict minimum pour la nourriture, le logement et l'habillement.

Si nous devons concevoir nos programmes sociaux, concevons-les et ciblons-les en faveur des gens qui en ont vraiment besoin. Si le gouvernement finance ces programmes en prélevant directement des fonds en faveur de ces gens au lieu d'avoir recours à toutes sortes de méthodes complexes comme il le fait actuellement dans la Loi de l'impôt sur le revenu, les choses seraient plus claires, plus évidentes, coûteraient moins sur le plan administratif, et seraient plus efficaces. Plus d'argent irait alors à ceux qui en ont vraiment besoin.

Tout à l'heure, pendant les questions et les commentaires, j'ai échangé des propos avec le secrétaire parlementaire du solliciteur général. Il a déclaré être un libéral, ce dont j'ai convenu. C'est au moins une chose que je crois avoir comprise. Il a également dit qu'à son avis, il y aurait suffisamment d'argent pour lui dans le Régime de pensions du Canada même si le montant de ses cotisations actuelles n'est pas suffisant pour couvrir les prestations futures. Il croit encore que malgré l'augmentation considérable des prestations qui vont devoir être versées, il n'a pas à s'inquiéter.

Je crois comprendre qu'il n'a que 32 ans et qu'il ne s'inquiète pas. Je connais des gens de 60 ans qui, à cinq ans seulement de commencer à toucher leur pension, s'inquiètent. Je connais des personnes de 63 ans qui sont inquiètes. À mon avis, il devrait s'inquiéter un peu plus.

Il a dit par ailleurs que, en tant que libéral, il croyait au principe de l'universalité. C'était un grand concept auquel les libéraux avaient réellement souscrit même en 1968. Je me souviens du temps où j'étais à l'université. L'universalité avait alors un but. Il existait une raison qui justifiait que la majorité des Canadiens adhèrent à l'universalité. Le principe de l'universalité n'avait rien de mauvais au moment où il a été adopté. Mais

nous sommes en 1994, et non pas dans les années 60. Le principe de l'universalité, bien qu'il ait beaucoup de mérite et que ce serait merveilleux de pouvoir se l'offrir, est au-dessus de nos moyens pour le moment.

● (1320)

Nous devons étudier les programmes et en créer de nouveaux pour aider les personnes âgées et les étudiants. Une fois que ces programmes seront au point, nous devons éviter d'y appliquer un principe d'universalité, pour les rendre plutôt accessibles à tous. Ainsi, les gens qui ont besoin de ces ressources, de ces merveilleux programmes que le gouvernement a passé des jours et même des mois et des années à mettre au point, peuvent y avoir recours, où qu'ils soient au Canada. C'est ainsi que nous devons régler la question de nos programmes sociaux.

Le gouvernement ne parviendra jamais à régler les problèmes de notre pays et ne s'y attaquera jamais vraiment avec un plan d'action valable tant qu'il continuera à croire au principe de l'universalité et à vouloir avoir la vie douce aux dépens des générations futures. Dans un an ou deux, il nous présentera un nouveau livre d'une autre couleur proposant de nouvelles discussions et de nouvelles consultations.

J'ai été invité à discuter avec le whip du gouvernement à la télévision. Celui-ci m'a alors dit sur les ondes que ce plan du ministre du Développement des ressources humaines permettrait de régler les problèmes que connaissent nos programmes sociaux. Je lui ai répondu sur les ondes—il peut regarder l'enregistrement—que ce ne serait rien de plus qu'un document de travail, totalement dépourvu de plan d'action. Il n'était pas d'accord et j'ai dit que j'allais me rétracter si je me trompais, mais je n'ai pas besoin de le faire. Maintenant, nous le savons avec certitude.

Même les ministériels ne savent pas ce que font les ministres les plus importants, qui ne font que tripatouiller le système. Le système est complexe, mais plutôt que d'en régler les principaux problèmes, on essaie de les éluder.

En conclusion, je veux présenter un septième point, si je peux le retrouver dans toutes mes notes. Mes collègues me disent de m'arrêter là, mais j'ai encore quelques minutes, je crois. Me reste-t-il quelque chose à dire? Si j'avais 15 minutes de plus, j'en profiterais pour tout répéter, parce que les députés d'en face n'écoutent pas, comme d'habitude.

Nous savons quel est l'objet de ce projet de loi. Nous savons que le gouvernement ne s'attaque pas au problème mais, si j'ai pris la parole aujourd'hui, c'est dans l'espoir que les députés d'en face acceptent quelques critiques constructives qui les aideront peut-être à régler les problèmes qui troublent vraiment notre nation et à présenter un plan d'action—et non pas seulement un plan de discussion.

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell, Lib.): Monsieur le Président, ce discours était tellement éloquent que j'avais presque envie de ne poser aucune question. Or, je n'ai pu y résister quand j'ai constaté que certains collègues du député ont paru ne pas apprécier autant son discours. Ils semblaient impa-